



**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX  
MARCHE A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**

**PROCEDURE ADAPTEE**

Passé en application du Code de la Commande Publique, et notamment :  
Articles L.1111-1, L1111-2, L.2113-11, L.2123-1 et L.2131-1  
Articles R.2121-1 et suivants, R.2123-1 et suivants, R.2131-12

VILLE DE SOISY-SOUS-MONTMORENCY

.\*.

**Service Marchés Publics**

2 avenue du Général de Gaulle  
BP 50029  
95232 Soisy-sous-Montmorency Cedex  
Tél. : 01 34 05 20 00

**Marché n° 2022-09 –  
Réhabilitation de la propriété Bailly à Soisy-sous-  
Montmorency**

✦  
**Règlement de la consultation (R.C.)**  
✦

**Date et heure limite de réception des offres :**

Mardi 8 novembre 2022 à 12h00

Le présent règlement comporte 18 feuillets

## Sommaire

<b>Article 1 – Objet du marché</b> .....	<b>3</b>
1.1 – Objet et étendue de la consultation .....	3
1.2 – Objet de la procédure.....	3
1.3 – Justification du choix de la procédure .....	4
1.4 – Divisions en lots et en tranches .....	4
1.5 – Forme du marché.....	4
1.6 – Durée du marché .....	4
1.7 – Délais d'exécution .....	4
<b>Article 2 – Conditions de la consultation</b> .....	<b>5</b>
2.1 – Personne publique contractante .....	5
2.2 – Organisation de la personne publique .....	5
2.3 – Autres intervenants .....	5
2.4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles .....	5
2.5 – Conditions de participation des concurrents et type d'opérateurs économiques .....	6
2.6 – Délai de validité des offres .....	6
2.7 – Conditions particulières d'exécution.....	7
2.8 – Visite de site.....	7
<b>Article 3 – Retrait du dossier de consultation des entreprises</b> .....	<b>8</b>
3.1 – Conditions d'obtention du dossier de consultation .....	8
3.2 – Contenu du dossier de la consultation .....	8
3.3 – Modification du dossier de consultation .....	9
<b>Article 4 – Pièces justificatives de la candidature et contenu de l'offre</b> .....	<b>9</b>
4.1 – Pièces de la candidature.....	10
4.2 – Contenu de l'offre.....	12
<b>Article 5 – Conditions de dépôt et de présentation des offres</b> .....	<b>13</b>
5.1 - Transmission par voie postale ou remise en mains propres .....	13
5.2 - Transmission par voie électronique .....	13
5.3 – Formats de fichiers acceptés .....	13
5.4 – Virus et copie de sauvegarde .....	14
5.5 – Signature des candidatures et des offres.....	14
5.6 – Rematérialisation des offres .....	14
5.7 – Candidatures et offres hors délais .....	15
<b>Article 6 – Critères de sélection des candidatures et des offres</b> .....	<b>15</b>
6.1 – Critères de sélection des candidatures .....	15
6.2 – Critères de sélection des offres .....	15
<b>Article 7 – Négociations</b> .....	<b>16</b>
<b>Article 8 – Attribution et notification du marché</b> .....	<b>17</b>
8.1 – Attribution du marché.....	17
8.2 – Notification aux candidats .....	17
<b>Article 9 – Renseignements complémentaires</b> .....	<b>17</b>
<b>Article 10 – Indemnités</b> .....	<b>17</b>
<b>Article 11 – Protection des données personnelles</b> .....	<b>18</b>
<b>Article 12 – Médiation et recours</b> .....	<b>18</b>
12.1 - Médiation .....	18
12.2 - Recours .....	18

## Article 1 – Objet du marché

### 1.1 – Objet et étendue de la consultation

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

**Réhabilitation de la propriété Bailly à Soisy-sous-Montmorency**

#### **Caractéristiques principales :**

La Ville de Soisy-sous-Montmorency souhaite réhabiliter la propriété Bailly située dans le parc municipal dit « Parc Bailly » donnant sur le Chemin du Parc, sis 7 Rue du Puits Grenet à Soisy-sous-Montmorency.

A cette fin, le maître d'ouvrage fait appel aux compétences d'entreprises de différents corps de métier pour procéder à cette rénovation dans les règles de l'art.

La description des prestations et de leurs spécifications techniques est détaillée dans les documents de la consultation, notamment dans les cahiers des clauses administratives et techniques particulières (CCAP et CCTP) et leurs annexes.

Le titulaire doit avoir recueilli auprès de l'acheteur tous les renseignements pouvant être donnés et nécessaires à une parfaite compréhension des prestations, permettant l'exécution de l'ensemble des prestations du marché sans aucun dommage pour lui.

Il ne saura se prévaloir postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante de tous les éléments décrits notamment dans les dispositions relatives aux cahiers des clauses administratives et techniques particulières et leurs annexes.

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

- ❖ Classification globale à la consultation :

45453000-7 - Travaux de remise en état et de remise à neuf

- ❖ Classification par lots :

Lot	Intitulé du lot	Classification principale	
1	VRD	45100000-8 45112500-0 45232410-9	Travaux de préparation de chantier Travaux de terrassement Travaux d'assainissement
2	Démolition – Désamiantage – Gros Œuvre – Carrelage Faïence – Ravalement – Charpente Couverture – Etanchéité	45262522-6 45431000-7 45420000-7	Travaux de maçonnerie Carrelage Travaux de menuiserie et de charpenterie
3	Menuiseries extérieures - Serrurerie	45421000-4 44316500-3	Travaux de menuiseries Serrurerie
4	Cloisons Doublages – Faux-Plafonds – Menuiseries Intérieures	45410000-4 45421150-0	Travaux de plâtrerie Travaux d'installation de menuiseries non métalliques
5	Peinture - Sols souples	45442100-8 45432130-4	Travaux de peinture Travaux de revêtement de sol
6	Plomberie – Sanitaires – Chauffage – CTA	45330000-9	Travaux de plomberie
7	Electricité	45310000-3	Travaux d'équipements électriques
8	Véranda	45421000-4	Travaux de menuiserie

### 1.2 – Objet de la procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application du Code de la Commande publique et notamment, ses articles L.1111-1, L.1111-2, L.2113-11, L.2123-1 et L.2131-1 en sa partie législative et ses articles

R.2121-1 et suivants, R.2123-1 et suivants et R.2131-12 en sa partie réglementaire.

Le marché public, objet de la présente consultation, est qualifié de marché public de travaux régi par le cahier des clauses administratives générale applicable aux marchés publics de travaux, tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 modifié, et au cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le marché est traité à prix global et forfaitaire fixé dans les documents du marché.

### **1.3 – Justification du choix de la procédure**

Sans objet.

### **1.4 – Divisions en lots et en tranches**

#### **1.4.1 – Lots**

Conformément à l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le présent marché est divisé en 8 lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

- Lot n°1 : VRD
- Lot n°2 : Démolition - Désamiantage - Gros-Œuvre - Carrelage Faïence - Ravalement - Charpente Couverture - Etanchéité
- Lot n°3 : Menuiseries extérieures – Serrurerie
- Lot n°4 : Cloisons Doublages – Faux-Plafonds – Menuiseries intérieures
- Lot n°5 : Peinture – Sols souples
- Lot n°6 : Plomberie – Sanitaires – Chauffage – CTA
- Lot n°7 : Electricité
- Lot n°8 : Véranda

Les candidats ont la possibilité de soumettre une offre pour un ou plusieurs lots.  
Le marché sera attribué à un seul opérateur pour chacun des lots.

#### **1.4.2 – Tranches**

Le marché n'est pas décomposé en tranche.

### **1.5 – Forme du marché**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont traités à prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global et forfaitaire est détaillé dans le document intitulé « Décomposition du prix global et forfaitaire » (DPGF) complété par le candidat.

### **1.6 – Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période allant de sa date de notification jusqu'au terme de la garantie de parfait achèvement.

Néanmoins, la réalisation des prestations devra se conformer aux délais d'exécution. Les travaux débiteront à la date prévue dans l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer les travaux.

Le marché ne fera l'objet d'aucune reconduction.

Après échéance du marché ou résiliation, les parties demeurent liées du fait de prestations ou règlements qui resteraient à effectuer.

### **1.7 – Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont précisés à l'article 4.2 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots.

*Date prévisionnelle de démarrage des travaux : janvier 2023*

Le délai estimatif d'exécution des travaux est fixé à 10 mois, hors période de préparation de chantier, d'une durée de 1 mois.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés conformément aux stipulations des pièces du marché.

## Article 2 – Conditions de la consultation

### 2.1 – Personne publique contractante

Ville de Soisy-sous-Montmorency  
Hôtel de Ville  
2 Avenue du Général de Gaulle  
BP 50029  
95 232 SOISY-SOUS-MONTMORENCY CEDEX

Le représentant du pouvoir adjudicateur est :

Monsieur Luc STREHAIANO,  
Maire de Soisy-sous-Montmorency

### 2.2 – Organisation de la personne publique

Le service chargé d'organiser la procédure est :  
Service marchés publics  
Hôtel de Ville  
2 Avenue du Général de Gaulle  
BP 50029  
95232 SOISY-SOUS-MONTMORENCY CEDEX

### 2.3 – Autres intervenants

#### Maîtrise d'œuvre

IDONEIS – SARL D'ARCHITECTURE & D'INGENIERIE  
GRAND PARIS – Cité Descartes – 18 Rue Albert Einstein 77420 CHAMPS SUR MARNE  
Tél. +33 (0)1 43 87 45 07 - [contact@idoneis.fr](mailto:contact@idoneis.fr) - Site internet : [www.idoneis.fr](http://www.idoneis.fr)  
IDONEIS – SARL D'ARCHITECTURE & D'INGENIERIE

#### Contrôle technique

Société APAVE PARISIENNE – Infrastructure & Construction  
IDF NORD-OUEST – Agence Cergy-Pontoise  
Immeuble Le président – 14 Chaussée Jules César  
BP 235 – 95523 CERGY-PONTOISE

#### Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Cabinet QUALICONSULT  
16 Rue de la République  
95570 BOUFFEMONT

### 2.4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

#### 2.4.1. Variantes :

Les variantes à l'initiative du candidat (article R.2151-8 du Code de la Commande Publique) ne sont pas autorisées.  
La présente consultation est lancée sans variante à l'initiative de l'acheteur prévue aux articles R.2151-9 et R.2151-10 du Code de la Commande Publique.

#### 2.4.2. Prestations supplémentaires ou alternatives :

Le marché comporte une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) **uniquement pour le lot n° 3 – « Menuiseries extérieures – Serrurerie »**.

**Aussi, pour le lot n°3**, le candidat devra **obligatoirement** :

- ❖ présenter, en complément de son offre de base, une offre pour la PSE dont les spécifications techniques sont définies aux articles 105 et 107 du CCTP propre au lot n°3,
- ❖ chiffrer cette PSE dans l'acte d'engagement (article 4.1) et dans la décomposition du prix global et forfaitaire propres au lot n°3.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de commander, ou non, la PSE lors de la signature du marché. Le choix de retenir la PSE ne découle cependant pas de l'application des critères d'attribution. L'offre retenue reste, cependant, celle identifiée comme la plus avantageuse dans le classement correspondant au choix de l'acheteur.

*Exemple : dans l'hypothèse où une PSE est prévue, il conviendra de procéder à deux classements différents des offres :*

- Offre de base
- Offre de base + PSE

*Si le maître d'ouvrage fait le choix de retenir la PSE, alors l'offre retenue sera celle identifiée comme l'offre économiquement la plus avantageuse au sein du classement « Offre de base + PSE ».*

Si elle est retenue, la PSE vient s'ajouter à la prestation de base. Il ne peut être renoncé à la PSE retenue pendant l'exécution du marché.

**Pour tous les autres lots (1,2 et 4 à 8), le marché ne comporte pas d'option obligatoire ou de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).**

### **2.5 – Conditions de participation des concurrents et type d'opérateurs économiques**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC.

Les candidats ont la possibilité de se présenter individuellement ou dans le cadre d'un groupement conjoint ou solidaire dans les conditions prévues aux articles R.2142-19 et suivants du code de la commande publique.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, si le groupement est conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement.

Par ailleurs, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique
- En qualité de membres de plusieurs groupements conformément à l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique

### **2.6 – Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au présent règlement de consultation.

Lorsque l'offre n'est pas signée, le candidat s'engage à maintenir l'ensemble de ses propositions techniques et financières jusqu'à expiration de ce délai.

## 2.7 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L.2113-15 à L.2113-16 et R.2113-8 du Code de la Commande Publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 à L.2113-14 et R.2113-7 du Code de la Commande Publique.

## 2.8 – Visite de site

Une visite du site, préalable à la remise de l'offre, est **obligatoire**, afin de prendre connaissance de l'organisation, des contraintes et des spécificités des locaux et lieux de réalisation des travaux.

L'offre devra tenir compte de l'ensemble de ces éléments et le titulaire ne pourra postérieurement, remettre en cause son offre en raison d'une telle méconnaissance.

Pour effectuer cette visite, les candidats doivent prendre rendez-vous auprès des services techniques de la Ville ([techniques@soisy-sous-montmorency.fr](mailto:techniques@soisy-sous-montmorency.fr)).

Les visites sont planifiées aux jours et horaires suivants, pour lesquelles le point de rendez-vous est au 7 Rue du Puits Grenet à Soisy-sous-Montmorency (95230) et se feront de manière groupée :

- Le jeudi 8 septembre 2022 à 9h,
- Le vendredi 9 septembre 2022 à 15h,
- Le lundi 12 septembre 2022 à 9h,
- Le mardi 13 septembre 2022 à 15 h,
- Le mardi 11 octobre 2022 à 9h,
- Le mercredi 12 octobre 2022 à 15h,
- Le vendredi 14 octobre 2022 à 9h.

Le candidat indiquera dans son courriel le créneau de visite souhaité. Les services techniques confirmeront en retour la date et l'heure de la visite à chaque candidat, ainsi que les éventuelles mesures sanitaires rendues obligatoires. Afin de s'assurer du respect des mesures sanitaires si tel est le cas, au regard des effectifs, il pourra être proposé un créneau différent lors de cette confirmation.

**Une attestation de visite de site sera remise au candidat. Celle-ci devra être jointe à son offre lors de la remise. L'absence de visite de site ou la non-présentation de l'attestation susmentionnée entraînera l'irrégularité de l'offre.**

**La visite de site sera limitée à deux personnes par entreprise.**

Durant celle-ci, le port du masque est fortement recommandé, tout comme le respect des gestes barrières.

Par ailleurs, suivant l'évolution de la situation sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, si des mesures sanitaires réglementaires sont rendues obligatoires, la collectivité et les candidats devront s'y conformer.

La Ville de Soisy-sous-Montmorency pourra refuser la visite aux représentants des entreprises ne voulant pas s'y conformer.

A titre informatif, qu'il s'agisse d'une recommandation ou d'une obligation, la Ville de Soisy-sous-Montmorency ne fournira pas de masques, et en cas d'obligation réglementaire, elle pourra refuser la visite aux représentants des entreprises non équipés.

## Article 3 – Retrait du dossier de consultation des entreprises

### 3.1 – Conditions d'obtention du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à tout candidat. L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises (DCE) est dématérialisé. Il n'est pas disponible au format papier.

► Il est consultable et téléchargeable sur le site suivant :

[www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

Afin de pouvoir télécharger et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :  
.rtf, .doc, .pdf, .xls. – dwg.

► Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

► Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier afin de pouvoir être alertés des modifications, précisions ou rectifications éventuelles du dossier de consultation des entreprises ou de toutes réponses aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. Si le candidat ne procède pas à cette identification, il lui appartiendra de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

Pour tout renseignement concernant la récupération en ligne des pièces du dossier ou la réponse par voie électronique, le candidat peut s'adresser directement au support 'ACHATPUBLIC' à l'adresse courriel [support@achatpublic.com](mailto:support@achatpublic.com) ou par téléphone au 08.92.23.21.20.

### 3.2 – Contenu du dossier de la consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC),
- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes, propre à chaque lot,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, commun à tous les lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) – Généralités tous corps d'état, commun à tous les lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), propre à chaque lot,
- Un cadre de réponse valant mémoire justificatif de l'offre, propre à chaque lot,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), propre à chaque lot,
- Le calendrier prévisionnel des travaux,
- Fichier de calcul Lot 1 VRD Bassin d'infiltration,
- Fichier de calcul Lot 7 Electricité Bilan de puissance,
- Les plans :
  - Plans des existants – Plan masse (dwg)
  - Plans des existants sous-sol (dwg)
  - Plans des existants Rdc (dwg)
  - Plans des existants 1<sup>er</sup> étage (dwg)
  - Plans des existants 2<sup>ème</sup> étage (dwg)
  - Plans des existants Toiture (dwg)
  - Plans des existants Coupes (dwg)
  - Plans des existants Façades (dwg)
  - PL01 Plan de situation
  - PL02 Existant - Plan masse.pdf
  - PL03 Plan d'installation de chantier
  - PL04 Existant - Démolitions - Rez-de-chaussée
  - PL05 Existant - Démolitions - Sous-sol
  - PL06 Existant - Démolitions - Etage
  - PL07 Existant - Démolitions – Combles
  - PL08 Existant - Démolitions - Toitures



- PL09 Projet - Plan masse
- PL10 Projet - Voiries – Fondations
- PL11 Projet - Réseaux – Fondations
- PL12 Projet - Rez-de-chaussée – Aménagements
- PL13 Projet - Etage & Combles – Aménagements
- PL14 Projet - Toiture - Charpente - Couverture
- PL15 Projet - Rez-de-chaussée – Revêtements
- PL16 Projet - Etage & Combles - Revêtements
- PL17 Projet - Rez-de-chaussée & Sous-sol - Plafonds – Electricité
- PL18 Projet - Etage & Combles - Plafonds - Electricité
- PL19 Projet - Rez-de-chaussée & Sous-sol - Plomberie - CVC
- PL20 Projet - Etage & Combles - Plomberie - CVC
- PL21 Projet - Coupe transversale AA
- PL22 Projet - Coupe longitudinale BB
- PL23 Projet - Façades
- PL24 Existant et Projet - Volumétries générales
- PL25 Projet - Volumétries par niveau
- PL26 Carnet de détails
- PL27 D01 - Modification du plancher des combles
- PL28 D02 - Nomenclature des menuiseries extérieures
- PL29 D03 - Nomenclature des menuiseries intérieures
- PL30 D04 - Garde-corps escalier
- PL31 D05 - Eléments de serrurerie extérieure
- PL32 D06 - Coffre extraction hotte
- PL33 D07 - Unité extérieure de pompe à chaleur
- PL34 D08 - Chevêtres à créer
- Le rapport initial du bureau de contrôle
- Le plan général de coordination
- Etude géotechnique, mission G2AVP
- Diagnostic de structure
- Diagnostic plomb, amiante, parasite

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces, il appartient au candidat, le cas échéant, de signaler au pouvoir adjudicateur d'éventuelles anomalies et d'en tenir compte dans sa soumission afin de chiffrer les prestations dans le respect des règles de l'art. Après attribution du marché, plus aucune contestation ne sera acceptée s'agissant de discordances entre les pièces du marché et les contraintes d'exécution des prestations.

De même, en cas d'erreur, d'omission ou de non-conformité aux normes en vigueur dans les documents fournis par l'acheteur, le candidat devra en informer l'acheteur avant la remise de l'offre. En aucun cas il ne pourra en prendre prétexte pour modifier ultérieurement son offre (technique et financière).

### 3.3 – Modification du dossier de consultation

Le représentant de l'acheteur se réserve le droit d'apporter, 4 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

L'ensemble des modifications apportées seront diffusées sur la plateforme de dématérialisation [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com).

## Article 4 – Pièces justificatives de la candidature et contenu de l'offre

Chaque candidat devra remettre un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

#### 4.1 – Pièces de la candidature

En application des dispositions des articles R2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique, le candidat (ou chaque co-traitant en cas de groupement ainsi que les sous-traitants) transmettra à l'appui de sa candidature les documents permettant d'évaluer ses capacités juridiques, techniques, professionnelles, économiques et financières :

##### Renseignements concernant la situation juridique du candidat :

- ❖ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager ;
- ❖ Déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail ;
- ❖ Si le candidat est en redressement judiciaire, une copie du ou des jugements habilitant le candidat à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché ;

##### Renseignements concernant la capacité économique et financière du candidat :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Par dérogation à l'article 8 du CCAG-Travaux, une **attestation d'assurance** justifiant qu'il est assuré, et à jour de ses cotisations, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable en cas de mise en jeu de sa **responsabilité civile professionnelle**, pour toutes les activités inhérentes à l'exercice normal de sa profession telle qu'elle est définie par les textes qui la régissent, et d'exploitation contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut lui incomber en raison de dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à la personne publique ainsi qu'aux tiers pour tout événement intervenant dans le cadre du présent marché, et notamment du fait du personnel, des collaborateurs ou de ses produits ; ainsi qu'une **attestation d'assurance au titre de la garantie décennale** couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 ;

##### Renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles du candidat :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Les références similaires à l'objet du marché, de montant et complexité comparable : Celles-ci devront être obtenues auprès de collectivités publiques ou entreprises privées pour les cinq dernières années, en indiquant le montant, le contenu des prestations, la date et le destinataire. Ces références devront être présentées à l'appui de certificats de capacité du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat précisant les coordonnées téléphoniques d'un interlocuteur représentant le donneur d'ordre ;
- Certificats de qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants, tels que stipulés dans la liste ci-dessous, détaillée par lot.

A défaut de qualifications, le candidat pourra apporter la preuve de sa capacité professionnelle en produisant, notamment, une liste de prestations exécutées au cours des cinq dernières années. Ces références devront être équivalentes aux qualifications demandées tant en technicité qu'en quantités mises en œuvre. Elles doivent attester de la bonne exécution de prestations antérieures.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Lot n°1 : VRD	
–	QUALIBAT 1311 : Terrassement fouilles (technicité courante)
–	QUALIBAT 1321 : Canalisations d'assainissement (technicité courante)
–	QUALIBAT 1342 : Pavage
Lot n°2 : Démolition – Désamiantage – Gros-Œuvre – Carrelage Faïence – Ravalement – Charpente Couverture – Etanchéité	
–	QUALIBAT 1552 : Traitement de l'amiante
–	QUALIBAT 1111 : Démolition déconstruction (technicité courante)
–	QUALIBAT 1221 : Reprise en sous-œuvre (technicité courante)
–	QUALIBAT 2111 : Maçonnerie et ouvrage en béton armé (technicité courante)

<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIBAT 2132 : Enduit aux liants hydrauliques</li> <li>– QUALIBAT 2313 : Fabrication et pose de charpente traditionnelle et structure bois (technicité confirmée)</li> <li>– QUALIBAT 6311 : Carrelage revêtement (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 4131 : Plaques de plâtre (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 3101 : Couverture en tuiles à emboîtement ou à glissement</li> <li>– QUALIBAT 3132 : Couverture en ardoises</li> <li>– QUALIBAT 3152 : Couverture en métal sauf plomb</li> </ul>
<b>Lot n°3 : Menuiseries extérieures - Serrurerie</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIBAT 3521 : Fabrication et pose de menuiseries extérieures aluminium (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 4411 : Serrurerie Métallerie (technicité courante)</li> </ul>
<b>Lot n°4 : Cloisons Doublages – Faux-Plafonds – Menuiseries Intérieures</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIBAT 6611 : Fourniture et pose plafond suspendus modulaire (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 4131 : Plaques de plâtres</li> <li>– QUALIBAT 4312 : Menuiseries intérieures en bois</li> </ul>
<b>Lot n°5 : Peinture - Sols souples</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIBAT 6111 : Peinture et ravalement (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 6222 : Revêtements résilients PVC (technicité confirmée)</li> <li>– QUALIBAT 4341 : Parquets collés et flottants (technicité courante)</li> </ul>
<b>Lot n°6 : Plomberie – Sanitaires – Chauffage – CTA</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIBAT 5111 : Plomberie sanitaire (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 5311 : Installations thermiques (technicité courante)</li> <li>– QUALIBAT 5311 : VMC &lt; 1000 m<sup>2</sup></li> </ul>
<b>Lot n°7 : Electricité</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIFelec CF3 Etude et réalisation de 4 références par ses propres moyens</li> <li>– QUALIFelec MIE 2 Maintenance et technicité confirmée</li> <li>– QUALIFelec MIE 2.2 Classe 2 = de 4 à 10 exécutants</li> <li>– QUALIFelec CFMGTI3 Etude et réalisation de 4 références par ses propres moyens</li> </ul>
<b>Lot n°8 : Véranda</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>– QUALIBAT 9142 : Fabrication et pose de vérandas à structure aluminium</li> </ul>

Le candidat pourra prouver sa capacité économique et financière par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Conformément aux dispositions de l'article R2143-16 du Code de la Commande Publique, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

Le candidat dispose de la faculté soit d'utiliser les formulaires DC1 <sup>(1)</sup> (lettre de candidature) et DC2 <sup>(1)</sup> (déclaration du candidat), *formulaires disponibles sur le site [www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr)*, soit de candidater à partir du Document Unique de Marché européen (« DUME »).

En cas de groupement, les justifications précitées devront être produites par chaque membre du groupement. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Lorsque le candidat souhaite recourir à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant les opérateurs économiques (ayant la qualité de sous-traitant) que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. Il doit, en outre, produire un engagement écrit du sous-traitant justifiant qu'il met ses capacités à la disposition du candidat.

Il est précisé que l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-4 à R2143-10 et R2143-15 du Code de la Commande Publique ou le refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique peut

entraîner, par décision du représentant de l'acheteur, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Cette résiliation sera précédée d'une mise en demeure de quinze jours au cours de laquelle le titulaire du marché pourra présenter ses observations et/ou produire les documents.

Conformément aux dispositions de l'article R2144-3 du Code de la Commande Publique, la vérification des capacités des candidats peut avoir lieu, au plus tard, avant l'attribution du marché. Les candidats dont les pièces justificatives de la candidature sont absentes ou incomplètes seront invités à produire ou compléter ces pièces dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande.

En application de l'article R2143-13 dudit Code et du dispositif « Dites-le nous une fois » (article R2143-14 du Code), les candidats ne sont pas tenus de fournir l'ensemble des documents que l'acheteur peut retrouver à l'aide du numéro de SIRET de la société.

Il est précisé que lorsqu'une société a déjà candidaté à un précédent marché portant sur le même objet (renouvellement) elle n'est pas dans l'obligation de re-fournir les documents. Cependant ces documents de candidatures doivent toujours être dans leur période de validité au jour de la remise de la candidature.

Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature :
  - d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
  - et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature :
  - d'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
  - et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

## 4.2 – Contenu de l'offre

L'offre du candidat devra comprendre les pièces suivantes :

- ❖ **L'acte d'engagement (AE)** et ses éventuelles annexes, dûment complété et daté, pour chaque lot auquel le candidat postule ;

*Ce document sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché. Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre l'ensemble des renseignements exigés par l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique.*

- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** pour chaque lot auquel le candidat postule, dûment complétée, datée et signée,  
Etant précisé que si la DPGF n'est pas intégralement complétée, l'offre sera déclarée irrégulière.
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes, commun à tous les lots, daté et signé,
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** – Généralités tous corps d'état, commun à tous les lots, daté et signé,
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)**, propre à chaque lot auquel le candidat postule, daté et signé,
- ❖ **Le cadre de réponse valant mémoire justificatif de l'offre**, dûment complété, daté et signé, propre à chaque lot auquel le candidat postule, et tout autre document remis par le titulaire à l'appui de son offre,

❖ L'attestation de visite de site délivrée par les services techniques.

**Il est rappelé que le candidat ne peut modifier les pièces transmises dans le dossier de consultation des entreprises.**

Les autres pièces remises pour la consultation sont à conserver par le candidat. En cas de litige les pièces originales conservées dans les archives de la Ville feront foi.

Le candidat peut choisir de signer son offre. Seul le candidat informé que son offre est retenue, est tenu de la signer. L'attributaire du marché devra signer, de façon manuscrite, toutes les pièces de celui-ci.

Les offres des concurrents seront exprimées en EURO.

Les offres seront entièrement rédigées en langue française. A défaut, l'acheteur peut, conformément à l'article R.2151-12, « exiger que les soumissionnaires joignent une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application de l'article R.2151-6. Il n'impose pas de traduction certifiée sauf lorsque cela est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général ».

## Article 5 – Conditions de dépôt et de présentation des offres

Le candidat peut transmettre son offre, à la fois par voie électronique et, à titre de copie de sauvegarde, sur support physique électronique ou sur support papier.

Les conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde sont fixées par l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

### 5.1 - Transmission par voie postale ou remise en mains propres

La remise par voie postale ou en main propres est, sauf cas exceptionnels, interdite conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, sous peine d'être déclarée irrégulière.

### 5.2 - Transmission par voie électronique

Les conditions de transmission des offres par voie électronique sont les suivantes :

**La remise de l'offre du candidat par voie électronique est obligatoire.** La plateforme de dématérialisation est la suivante : [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com)

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Pour déposer son offre sur la plateforme de dématérialisation, le candidat doit se référer aux conditions définies ci-dessous et aux supports d'aide mis à disposition sur ladite plateforme (manuel d'utilisation en ligne, assistance téléphonique au 08.92.23.21.20 ou assistance par mail : [support@achatpublic.com](mailto:support@achatpublic.com)).

Les dates et heures limites sont celles fixées sur la page de garde du présent règlement de consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un avis de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid (GMT+01 :00). Le pli sera considéré hors délai si le téléchargement se termine après la date et l'heure limite de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, elle annulera et remplacera l'offre précédemment transmise.

### 5.3 – Formats de fichiers acceptés

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le candidat ne doit pas coder ou crypter son offre.

#### 5.4 – Virus et copie de sauvegarde

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé au candidat de soumettre ses documents à un antivirus avant la transmission de son offre.

Il est notamment conseillé au candidat de ne pas utiliser certains formats plus facilement porteurs de virus, type « EXE », et les fichiers porteurs de macro, et de privilégier, lorsque cela est possible, le format « PDF ».

Toutefois, en application de l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009, lorsque les documents électroniques envoyés par un candidat contiennent un virus informatique, la copie de sauvegarde, transmise dans les délais, est ouverte.

En effet, le candidat ayant transmis son offre par voie électronique pourra, utilement, transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie doit être transmise sous pli scellé à l'adresse mentionnée à l'article 2.2 du présent règlement de consultation, soit par lettre recommandée avec avis de réception, soit remise contre récépissé aux horaires suivants :

Lundi : de 13h30 à 17h,

Du mardi au vendredi : de 8h30 à 11h45 puis de 13h30 à 17h.

Hors jours fériés, le cas échéant.

Le pli relatif au marché devra comporter la mention ci-dessous :

<p><b>VILLE DE SOISY-SOUS-MONTMORENCY</b>  <b>Nom et adresse du candidat ou du mandataire du groupement candidat :</b></p> <p style="text-align: center;"><b><u>COPIE DE SAUVEGARDE</u></b>  <b>« Marché n° 2022-09 – Réhabilitation de la propriété Bailly à Soisy-sous-Montmorency  Lot n° ..... »</b>  <b>NE PAS OUVRIR</b></p>
--

La copie de sauvegarde doit être transmise dans les délais impartis pour la remise des offres.

Le pli dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ne sera pas pris en compte.

Si la copie de sauvegarde est délivrée après les date et heure limites de remise des plis indiqués en page de garde du présent règlement de consultation, la Ville de Soisy-sous-Montmorency ne sera pas tenue pour responsable.

#### 5.5 – Signature des candidatures et des offres

La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer. Le seul fait de répondre à la consultation vaut engagement du soumissionnaire.

Toutefois, si le candidat choisit de signer son offre électroniquement, le certificat électronique doit être conforme aux formats XAdES, CAdES ou PAdES.

Le niveau requis pour le certificat électronique est le niveau (\*\*) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance Française (<http://www.isti-certification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat, membre de l'Union Européenne.

Le candidat est, néanmoins, libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

#### 5.6 – Rematériation des offres

A l'issue de la procédure, les documents transmis par les titulaires pressentis, par voie électronique, seront rematériés. Aussi, l'attribution donnera lieu à la signature manuscrite des pièces du marché, ainsi que de l'ensemble des pièces annexes, sur un support papier, sans que l' (les) attributaire(s) concerné(s) ne puisse(nt) s'y opposer.



### 5.7 – Candidatures et offres hors délais

Conformément aux articles R2143-2 et R2151-5 du Code de la Commande Publique, les candidatures et offres reçues hors délais sont éliminées.

## Article 6 – Critères de sélection des candidatures et des offres

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres. Les offres de chaque candidat sélectionné seront analysées.

Au sens de l'article R.2152-1 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables seront éliminées. Toutefois, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

**La régularisation des offres irrégulières ne pourra avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

### 6.1 – Critères de sélection des candidatures

En application des articles R2142-6 à R2142-14 du Code de la Commande Publique, les candidatures qui ne présenteront pas de garanties professionnelles, techniques, économiques et financières suffisantes ne seront pas admises.

Le candidat qui, soit ne dispose pas des références demandées, soit est dans l'impossibilité objective de produire l'un des documents financiers demandés, pourra présenter tout autre justificatif permettant d'apprécier ses capacités professionnelles et financières.

En application de l'article R2144-2 du Code de la Commande Publique, il pourra être demandé aux entreprises dont la candidature est incomplète, de fournir les justificatifs manquants dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande.

### 6.2 – Critères de sélection des offres

Conformément à l'article R2152-7 du Code de la Commande Publique, l'acheteur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères de jugement pondérés suivants :

CRITÈRES	PONDÉRATION
<p><b>Valeur technique, appréciée au regard des informations apportées par le candidat dans le cadre de réponse valant mémoire justificatif de l'offre, et sur la base des sous-critères suivants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution des travaux, en cohérence avec le calendrier prévisionnel des travaux fourni dans le DCE. Précisions du personnel d'encadrement et d'exécution prévu avec mention de leurs qualifications, ainsi que la liste du matériel disponible spécifique pour la mise en œuvre et la parfaite réalisation des prestations</li> <li>• Qualité et pertinence du mode opératoire envisagé pour la réalisation des travaux. Méthodologie de travail et de pose du matériel, mesures pour la sécurité globale du chantier, méthodologie pour mettre en œuvre un chantier à faibles nuisances</li> </ul>	<p style="text-align: center;"><b>50%</b></p> <p style="text-align: center;">20%</p> <p style="text-align: center;">30%</p>
<p><b>Prix, apprécié au regard du prix global et forfaitaire indiqué à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.</b></p> <p><i>Il est précisé que, pour l'analyse de l'offre de base avec la prestation supplémentaire éventuelle (PSE), le prix global et forfaitaire retenu correspondra à la somme du prix global et forfaitaire de l'offre de base et du prix global et forfaitaire de la PSE.</i></p>	<p style="text-align: center;"><b>40%</b></p>
<p><b>Critère environnemental, apprécié au regard des informations apportées par le candidat dans le cadre de réponse valant mémoire justificatif de l'offre, et sur la base des sous-critères suivants :</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>10%</b></p>

• Mesures prises en faveur de l'environnement en lien avec les prestations objet du marché et notamment les procédés d'intervention limitant le bruit, les poussières, ... la consommation d'énergie et les rejets de carbone : machines plus performantes et économique, véhicules électriques, ...	3,5%
• Mesures prises en faveur de l'environnement pour la réduction des déchets et leur valorisation, suivi et traçabilité de l'élimination des déchets issus de la réalisation des prestations du présent marché	3,5%
• Mesures prises afin de sensibiliser et/ ou de former le personnel aux pratiques écoresponsables en lien avec les prestations, objet du marché	3%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur l'acte d'engagement et la décomposition du prix global et forfaitaire, l'acte d'engagement prévaudra. L'entreprise sera invitée à rectifier son offre ; en cas de refus, ou de silence son offre sera éliminée comme non cohérente

La note finale du candidat correspond à la somme des notes obtenues à chacun des critères.

Les offres sont ensuite classées par note décroissante. En cas d'ex aequo, c'est le classement au critère le plus important qui départagera les candidats.

## Article 7 – Négociations

Une négociation pourra être engagée avec l'ensemble des candidats ayant remis une proposition conforme aux stipulations du marché et du règlement de consultation.

Le maître d'ouvrage négociera avec les candidats les mieux classés au stade d'une première analyse des offres sur la base des critères de jugement des offres énoncés à l'article 6.2 du présent règlement de consultation.

Néanmoins, à partir de 4 offres et plus réceptionnées, l'invitation à négocier concernera les 4 premières offres les mieux classées.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

La négociation pourra porter au choix, sur tous les éléments de l'offre (notamment, moyens mis en œuvre, mode opératoire et méthodologie envisagés pour la réalisation des travaux, contenu des prix, ...), ou certains de ces éléments voire un seul.

Elle ne se déroulera pas en phases successives.

La négociation se déroulera soit par courriel, soit par visioconférence, soit par audioconférence, soit dans les locaux de la Ville de Soisy-sous-Montmorency.

Une invitation à négocier sera adressée au candidat, par voie électronique, dans laquelle seront précisées, le cas échéant, les dates et heures de réunion.

Il peut être joint à cette invitation une liste de demandes de précisions ou de compléments d'informations sur la teneur des offres.

Le cas échéant, la réunion aura lieu au minimum cinq jours ouvrés après l'envoi de l'invitation. La durée de la réunion sera d'environ une heure.

A l'issue de cette négociation éventuelle, les candidats admis à y prendre part seront invités à transmettre une nouvelle proposition dans un délai fixé par l'acheteur.

Si le candidat ne répond pas à la proposition de négociation de l'acheteur ou, s'il participe à la négociation, ne renvoie pas de nouvelle proposition dans le délai fixé à l'issue de ces négociations, l'acheteur considèrera que le candidat maintient sa proposition initiale. Cette proposition initiale sera analysée selon les critères de jugement des offres fixés au présent règlement de la consultation.

A l'issue de ces négociations, il sera procédé au classement définitif des offres afin de déterminer l'offre la mieux disante.



## Article 8 – Attribution et notification du marché

### 8.1 – Attribution du marché

Les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer le marché doivent transmettre, dans un délai de 4 jours ouvrés à compter de l'envoi de la demande, les pièces justificatives suivantes (notamment listées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique) :

- en cas de groupement, le document d'habilitation du mandataire signé par tous les membres du groupement justifiant de la capacité du mandataire à intervenir en leur nom et pour leur compte ;
- les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents (attestation URSSAF ou MSA « de vigilance » datée de moins de six (6) mois et attestation fiscale de recouvrement de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la TVA datée du 31 décembre de l'année précédant l'année en cours ou liasse n°366 – ou équivalent). L'arrêté du 25 mai 2016 fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents ;
- extrait du registre pertinent daté de moins de 3 mois, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat ;
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail conformément aux articles D8254-2 et D8254-4. Cette liste précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Conformément à l'article R2143-11 du Code de la Commande Publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir ces documents justificatifs et moyens de preuve si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

- 1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

De même, les candidats ne sont pas tenus de fournir ces documents justificatifs et moyens de preuve s'ils les ont déjà transmis à l'acheteur lors d'une précédente consultation et qu'ils demeurent valables.

Dans l'un ou l'autre des cas, les candidats doivent préciser la liste des pièces qui peuvent être obtenues par ce biais.

**En outre, en application de l'article 5.6 du présent règlement de consultation, les candidats devront adresser à l'acheteur, dans les mêmes délais, les documents originaux complétés, datés et signés de façon manuscrite de l'ensemble des pièces du marché ainsi qu'un relevé d'identité bancaire (RIB).**

### 8.2 – Notification aux candidats

La notification aux candidats des décisions de l'acheteur qui font courir un délai est faite via le profil d'acheteur [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com), sauf cas exceptionnels.

## Article 9 – Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent déposer leurs demandes de renseignements complémentaires au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres sur le profil d'acheteur/plateforme de dématérialisation [www.achatpublic.com](http://www.achatpublic.com) .

Ces renseignements complémentaires seront communiqués à l'ensemble des candidats qui se sont identifiés au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile. Ils seront, par ailleurs, accessibles en ligne librement et directement.

## Article 10 – Indemnités

Aucune indemnité ne sera versée aux soumissionnaires, quel que soit le classement de leur offre.

## Article 11 – Protection des données personnelles

Les informations recueillies dans le cadre de la procédure peuvent faire l'objet d'un traitement informatique destiné à analyser la candidature ou l'offre.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, la collectivité et le candidat disposent, respectivement, d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui la concerne.

## Article 12 – Médiation et recours

### 12.1 - Médiation

#### **Organe chargé des procédures de médiation :**

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCIRA) de Versailles - Préfecture de la Région Ile-de-France - 5, rue Leblanc, 75911 Paris Cedex 15 - Tél : 01.82.52.42.72 - Fax : 01.82.52.42.95 - Courriel : [pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr](mailto:pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr)

### 12.2 - Recours

#### Instance chargée des procédures de recours :

Nom officiel : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Adresse postale : 2-4 bd de l'Hautil

Localité /Ville : Cergy-Pontoise

Code Postal : 95027

Courrier électronique (e-mail) : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

Téléphone : +33 1.30.17.34.00

Adresse internet (URL) : <http://www.cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

#### Instance chargée de l'introduction des recours :

Nom officiel : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Adresse postale : 2-4 bd de l'Hautil

Localité /Ville : Cergy-Pontoise

Code Postal : 95027

Courrier électronique (e-mail) : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

Téléphone : +33 1.30.17.34.00

Adresse internet (URL) : <http://www.cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- Conformément aux dispositions des articles L551-1 et R.551-1 du Code de Justice Administrative, **référé précontractuel** avant la conclusion du contrat ;
- Conformément aux dispositions des articles L.551-13 et suivants et R.551-7 et suivants du Code de la Justice Administrative, **référé contractuel** dans un délai :
  - 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, à compter de la notification de la conclusion du contrat ;
  - 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée.
- **Recours en contestation de validité du contrat** : dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (article L 521-1 du Code de justice administrative).

Une fois exécutoire, le marché peut être consulté par toute personne qui en fait la demande expresse, auprès du service des marchés publics (dans les limites fixées par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative notamment à la communication des documents administratifs).